

Revue de presse

27^e Session du comité intergouvernemental d'experts

6-9 mars 2012

Le développement de l'Afrique devrait s'inscrire dans une dynamique d'intégration régionale et de coopération sud-sud

07-03-2012



La vision stratégique du développement de notre continent devrait s'inscrire dans une dynamique d'intégration régionale et de coopération Sud-Sud, a affirmé, mardi à Rabat, le ministre de l'Economie et des Finances, M. Nizar Baraka soulignant que le Royaume place le renforcement des relations de coopération économique avec l'Afrique parmi ses priorités.

"Nous sommes appelés, plus que jamais, à libérer le potentiel d'intégration du commerce intra-régional, en vue de promouvoir une croissance inclusive dans notre région de l'Afrique du Nord et partant, dans l'ensemble de l'Afrique", a souligné M. Nizar Baraka lors de la cérémonie d'ouverture de la réunion de la 27ème session du Comité intergouvernemental d'experts d'Afrique du Nord (CIE) qui se tient du 6 au 9 mars à Rabat sous le thème "libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance dans le monde : le rôle de l'Afrique du Nord".

Dans ce cadre, les pays d'Afrique du nord peuvent mettre leur expertise au service des autres pays africains dans le cadre de nouvelles dynamiques Sud-Sud rendues plus nécessaires par le contexte actuel, a-t-il ajouté.

M. Baraka a noté qu'une nouvelle géographie de la croissance est en train de se dessiner dans le monde et le temps paraît propice pour l'Afrique pour saisir les opportunités offertes par ses développements économiques en vue de rattraper le retard accumulé et se positionner en tant que pôle de croissance dans le monde.

Le ministre a relevé la pertinence de la thématique de la rencontre, étant donné que le potentiel de croissance de ce continent mérite d'être mis en exergue et que le débat au sujet des moyens à même de permettre à l'Afrique un nouveau positionnement sur l'échiquier international est un débat d'actualité.

Le responsable marocain a en outre fait observer que les réformes politiques et sociales réalisées récemment dans plusieurs pays africains en matière de consolidation des équilibres macro-économiques, offrent une opportunité historique pour aller de l'avant pour faire de l'Afrique un véritable pôle de croissance dans le monde.

Dans ce cadre, le responsable marocain estime que l'Afrique du Nord dispose, de par son positionnement géostratégique, son potentiel économique et social ainsi que son niveau de développement, d'atouts à même de lui permettre de jouer un rôle clé pour réaliser cet objectif, faisant savoir qu'un nouveau mode de gouvernance est en train de s'installer au niveau de cette région, lequel place l'intégration régionale au cœur de ses choix stratégiques de développement.

M. Baraka a fait observer qu'au moment où la croissance dans les grandes économies piétine toujours, le continent africain a démontré au cours de la dernière décennie une dynamique économique soutenue qui lui a permis d'atteindre un taux de croissance de plus de 5 pc, montrant ainsi une certaine résilience face à la crise économique et financière internationale sans toutefois pouvoir tirer pleinement profit du potentiel de croissance qui

est le leur.

Par ailleurs, M. Nizar Baraka s'est félicité de "la récente relance de l'Union maghrébine qui présente une initiative prometteuse devant servir de modèle pour relancer les autres groupements régionaux et ce, dans un esprit de complémentarité", faisant savoir que le Maroc a toujours œuvré en faveur de l'édification d'un espace régional intégré et demeure prêt à soutenir toute initiative que l'Afrique du nord entreprendra pour renforcer les dynamiques d'intégration régionale.

Intervenant à cette occasion, le secrétaire général de l'Union du Maghreb Arabe (UMA), M. Habib Ben Yahya a passé en revue le bilan de la 30e session du Conseil des ministres des affaires étrangères de l'UMA, relative à la mise en œuvre de l'intégration maghrébine et la mise en valeur du rôle du Maghreb dans le développement durable aux niveaux régional et international.

"La dernière session du Conseil a impulsé une nouvelle dynamique pour la mise en œuvre de l'intégration économique maghrébine, notamment à travers son appel à appuyer les PME, de donner la priorité à certains secteurs prometteurs tels que les énergies renouvelables, la coopération bancaire et son appel à l'amélioration du climat d'investissements. Ces actions, a-t-il relevé, auront pour retombées la résorption du chômage qui constitue une préoccupation majeure pour tous les pays maghrébins sans exception.

Et d'ajouter que le Conseil a également appelé à l'accélération de l'adoption du projet final de la région maghrébine de libre-échange au cours de la réunion des ministres du commerce et de l'agriculture, prévue prochainement à Tripoli ainsi que le parachèvement des mesures pour la création de la banque maghrébine d'investissement en tant qu'institution à laquelle sera confiée les missions de financement de projets qui contribueront à l'intégration maghrébine.

Le Conseil avait également exprimé sa satisfaction de la prochaine tenue de la 3e session de l'Union maghrébine des hommes d'affaires à Marrakech du 17 au 19 octobre, rappelle-t-il.

M. Habib Ben Yahya a en outre mis en exergue la contribution des jeunes dans le développement faisant savoir que le secrétariat général est en cours de préparer la prochaine conférence maghrébine des jeunes, prévue à Rabat du 2 au 4 avril.

Après avoir passé en revue les principaux défis auxquels la région maghrébine se trouve confrontée, dont la pénurie des ressources hydriques (64 pc), la désertification, la détérioration de la biodiversité biologique et l'impact des changements climatiques, M. Habib Ben Yahya a noté en revanche un bon bilan au niveau de la lutte contre la pauvreté et la protection de l'environnement depuis le premier Sommet de la terre de 1992.

Ces défis, conclut-il, nécessitent une grande coordination pour réaliser le développement durable, exprimant son souhait de voir des organisations régionales et internationales, des institutions et organisations maghrébines contribuer à la réalisation de projets communs qui permettront l'accélération de l'intégration maghrébine et de mettre en valeur le rôle de choix que doit jouer cette région du globe dans le développement arabe, africain et euro-méditerranéen.

Organisée par le Bureau pour l'Afrique du Nord de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA), la 27ème session du CIE examinera, quatre jours durant, les rapports préparés par le Bureau sur plusieurs sujets, notamment "l'évolution des indicateurs macroéconomiques et sociaux en 2010/2011", "les perspectives pour l'intégration régionale en Afrique du Nord", "la mise en œuvre du programme pluriannuel de coopération CEA-UMA", "l'état de mise en œuvre des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)" et "les avancées et les enjeux pour l'Afrique du Nord de Rio + 20".

Les participants à cette rencontre internationale débattront également du "rôle de l'Afrique du Nord pour libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance dans le monde", "les défis du développement durable et les attentes de Rio+20" et "l'économie verte, un défi pour la promotion d'une croissance durable et l'intégration sociale".

Les travaux de la 27ème session du CIE seront sanctionnés par une série de recommandations et un rapport officiel qui sera soumis pour examen et adoption à la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la CEA.

<http://www.maroc.ma/PortailInst/Fr/Actualites/Le+developpement+de+l+Afrique.htm>

http://www.finances.gov.ma/portal/page?_pageid=53,17814589&_dad=portal&_schema=PORTAL&id=990&lang=Fr



Intervention de M. Baraka lors de la réunion de la 27ème session du CIE

07 Mars 2012

Intervention, mardi (06/03/12) à Rabat, du ministre de l'Economie et des Finances, M. Nizar Baraka, lors de la cérémonie d'ouverture de la réunion de la 27ème session du Comité intergouvernemental d'experts d'Afrique du Nord (CIE) qui se tient du 6 au 9 mars à Rabat sous le thème "libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance dans le monde : le rôle de l'Afrique du Nord".



Intervention de M. Allalat Abdelhaq lors de la réunion de la 27ème session du CIE

07 Mars 2012

Intervention, mardi (06/03/12) à Rabat, de M. Allalat Abdelhaq, président sortant du Comité intergouvernemental d'experts d'Afrique du Nord (CIE), lors de la cérémonie d'ouverture de la réunion de la 27ème session du Comité intergouvernemental d'experts d'Afrique du Nord (CIE) qui se tient du 6 au 9 mars à Rabat sous le thème "libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance dans le monde : le rôle de l'Afrique du Nord".

MAP

27e session du comité intergouvernemental d'experts de la CEA L'Afrique, prochain pôle de croissance économique ?

Le rôle de l'Afrique du Nord dans la libération du potentiel de l'Afrique en tant que pôle de croissance économique dans le monde a été un des sujets phares de la 27e session du Comité intergouvernemental d'experts de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, tenue à Rabat du mardi 6 au vendredi 9 mars. Formuler des politiques et stratégies idoines pour une intégration de l'Afrique du Nord a été un des objectifs clés de cette réunion.



40 à 80% des exportations nord-africaines vont vers l'UE./DR

Rabat accueille depuis le 6 mars et jusqu'à ce vendredi 9, la 27e session du Comité intergouvernemental d'experts (CIE) de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA). Lors de cette rencontre, les débats se sont focalisés sur le thème "Libérer le potentiel de l'Afrique en tant que pôle de la croissance dans le monde: le rôle de l'Afrique du Nord".

A cette occasion, les tendances et les conditions socio-économiques de l'Afrique du Nord ont été passées au peigne fin "afin de formuler des recommandations idoines de politiques et stratégies pour le développement durable et une plus grande intégration des économies de la sous-région".

Coopération nord-africaine

Les conclusions finales de cette rencontre seront présentées à la 5e réunion conjointe de la Conférence des ministres de l'Économie et des finances de l'Union africaine et de la Conférence des ministres africains des Finances, de la planification et du développement économique de la CEA.

"Il s'agira d'analyser les défis, opportunités et conditions d'une croissance plus forte et durable, au regard des potentialités existantes et des contraintes au développement de la région."

**KARIMA BOUNEMRA BENSOLTANE, DIRECTRICE DU BUREAU DE LA CEA EN
AFRIQUE DU NORD.**

A dessein, Jordi Vaquer du Centre d'études et de documentations internationales de Barcelone a souligné que le changement des aspirations politiques et économiques des populations est irréversible et profond. Mais il se désole que "la coopération nord-africaine n'a(it) même pas essayé de gérer ni la guerre civile libyenne, ni ses conséquences, ni la chute des investissements et du tourisme, ni les tensions alimentaires, ni les causes du printemps arabe".

Par ailleurs, le voisinage de l'Afrique du Nord est en reconfiguration, souligne-t-il: l'Europe du Sud est frappée de plein fouet par la crise, le Sahel est déstabilisé et le Moyen Orient est en ébullition. Le conflit du Sahara, en dépit de ses retombées néfastes sur les pays concernés, perdure. Dans cette reconfiguration, l'Afrique du Nord occupe une place stratégique entre l'Afrique subsaharienne et l'Europe.

De nouveaux partenaires

Cependant, l'économiste Lahcen Achi a relevé dans son intervention l'orientation exagérée vers un partenariat avec une Europe en perte de vitesse (crise économique et vieillissement de la population).

80%

Chiffres à l'appui, M. Achi a précisé que 40 à 80% de nos exportations sont destinés à l'Union Européenne. Pour lui, la recherche de nouveaux partenaires s'impose, ainsi qu'une refonte des systèmes fiscaux. Lahcen Achi a noté que la majeure partie des recettes actuelles provient des taxes indirectes.

La tendance actuelle des investissements doit être aussi inversée, une canalisation des flux financiers doit s'opérer prioritairement vers les secteurs à forte valeur ajoutée qui encouragent l'emploi.

"La réduction des conflits régionaux, une amélioration de la gouvernance avec une meilleure appropriation des règles de la démocratie, un renchérissement des produits primaires et une population jeune et mieux formée sont des atouts non négligeables pour que notre continent devienne un pôle de croissance dans le monde", selon Lahcen Achi.

Rio+20

La prochaine conférence des Nations Unies sur le développement durable (Rio+20) prévue au Brésil en juin prochain a été aussi au menu de la session du CIE de la CEA. En prévision de cette conférence, la CEA a mis sur pied depuis 2010 en partenariat avec les organisations régionales et sous-régionales ainsi que les partenaires de développement nationaux, un processus préparatoire de la participation africaine. Ce sommet permettra d'évaluer les réalisations en matière d'économie verte et les contraintes rencontrées, et de proposer de nouvelles niches.

Rachid Loudghiri

<http://www.aufaitmaroc.com/actualites/economie/2012/3/7/lafrique-prochain-pole-de-croissance-economique->

Libérer le potentiel africain !

06 Mars 2012 20:51

«L'intégration régionale s'impose comme la voie la plus appropriée pour accroître l'attractivité de la sous-région du Maghreb pour le capital international». Ces propos de Abelhaq Allalat, président sortant du Comité intergouvernemental d'experts d'Afrique du Nord (CIE), à l'ouverture de la 27e session du CIE, qui s'est tenue aujourd'hui à Rabat, met clairement en avant les potentialités dont regorgent les économies régionales, tant au niveau humain que géostratégique. «La valorisation de ces potentialités suppose la mise en œuvre de visions stratégiques définissant clairement les priorités de développement à court et à moyen termes, ainsi que les responsabilités aux niveaux régional et national dans un cadre de concertation et de coordination», ajoute d'ailleurs Allalat. Ce point de vue est conforté par Karima Bounemra Ben Sultane, directrice de la Commission économique pour l'Afrique, Bureau pour l'Afrique du Nord, qui note que «plusieurs signaux positifs transmis par les évolutions récentes dans la région semblent confirmer un regain d'intérêt pour l'accélération de la construction maghrébine». Dans ce contexte qualifié de «favorable» par Ben Sultane, les travaux du Comité ont été l'occasion de faire le point sur l'exécution du programme pluriannuel de coopération entre le Bureau pour l'Afrique du Nord et le secrétariat général de l'Union du Maghreb arabe (UMA), et l'appui qu'apporte le système des Nations-Unies à sa mise en œuvre. À ce niveau, un constat prédomine. Le Maroc se positionne comme le pays de l'intégration régionale et continentale par excellence. Ainsi en témoigne Nizar Baraka, ministre de l'Économie et des finances, qui déclare dans une interview accordée aux Echos quotidien (à paraître demain) qu'aujourd'hui «l'Afrique connaît un rythme de croissance économique soutenue de 5% en moyenne annuelle, ce qui montre qu'il y a un véritable potentiel de croissance à développer. À ce titre, le Maroc a toujours considéré qu'il était essentiel de renforcer cette profondeur africaine, d'abord en développant l'intégration régionale, dans un premier temps et ensuite l'intégration économique au niveau du continent».

Mise à jour le, 07 Mars 2012

<http://www.lesechos.ma/economie/19618-liberez-le-potentiel-africain-.html>

L'intégration africaine au secours de la croissance

Par Aboubacar Yacouba BARMA

Mardi, 06 Mars 2012 09:50

Le rôle de l'Afrique du Nord dans la libéralisation du potentiel du continent africain comme pôle de croissance mondiale, c'est la question qui sera, trois jours durant, au centre des discussions qui s'ouvrent aujourd'hui à Rabat, de la 27e session du Comité intergouvernemental d'experts (CIE), l'organe délibérant du bureau Afrique du Nord de la Commission économique des Nations-Unies pour l'Afrique (CEA-AN). Réunissant plusieurs experts et représentants des autorités des pays membres d'organisations économiques régionales (UMA, CEN-SAD), ceux des représentants du secteur privé et de la société civile sur les conditions économiques et sociales de la sous-région, l'objectif de la rencontre est de formuler des recommandations sur les stratégies nationales de développement et l'approfondissement de l'intégration régionale en Afrique du Nord. L'actuelle session du CIE intervient dans un contexte régional particulier, caractérisé par des mutations politiques majeures en cours, la persistance des effets des crises financière, alimentaire et énergétique mondiales de 2008-2009 et une forte contraction de la croissance en Europe, corollaire de la crise des dettes souveraines de plusieurs États de l'Union européenne. Selon le bureau régional, «la conjugaison de ces différents facteurs va avoir des impacts négatifs certains sur les performances économiques et sociales des pays de la sous-région en général, sur les exportations vers le marché européen, les investissements directs étrangers, le secteur touristique et l'emploi en particulier». C'est pourquoi la réunion du CIE se décline comme «un cadre de réflexion, d'analyse et de proposition sur les voies et moyens de relever durablement les défis auxquels les pays de la sous-région sont confrontés, notamment ceux de transitions politiques et institutionnelles apaisées, d'une croissance davantage génératrice d'emplois, de réduction des inégalités spatiales, de réduction de la vulnérabilité aux chocs externes, de l'adaptation aux changements climatiques ou encore d'une réelle intégration régionale». Cette session du CIE sera également couplée avec une réunion ad hoc d'experts sur le thème «Rio+20 : avancées et enjeux pour l'Afrique du Nord». Il s'agira d'analyser les progrès accomplis par les pays de la sous-région en matière de développement durable, ainsi que des défis à relever et des attentes de l'Afrique du Nord relativement à l'agenda de la prochaine conférence Rio+20, prévue en juin 2012, à Rio de Janeiro, au Brésil.



<http://www.lesechos.ma/economie/19520-lintegration-africaine-au-secours-de-la-croissance-.html>



**Karima Bounemra Ben Soltane :
« Le Maroc peut servir d'exemple »**

Par Aboubacar Yacouba BARMA
Mercredi, 07 Mars 2012 11:01

Karima Bounemra Ben Soltane,

Directrice pour l'Afrique du Nord-Commission économique des Nations unies pour l'Afrique.

Les Échos quotidien : Quel est l'objectif de la présente rencontre ?

Karima Bounemra Ben Soltane : Il s'agit de réunir des représentants gouvernementaux pour discuter d'un certain nombre de sujets communs, dans le cadre du développement des pays eux-mêmes, mais aussi de l'intégration régionale. L'intérêt de cette rencontre est de permettre des échanges de points de vue, afin d'adopter des positions communes sur des sujets d'intérêt commun. Ces propositions seront soumises à l'appréciation de la conférence des ministres sur le développement économique et social, qui aura lieu à la fin de ce mois à Addis Abeba.

Comment les Nations unies entendent-elles soutenir ce processus d'intégration régionale et africaine et quel sera le rôle du bureau en charge de l'Afrique du Nord?

Le mandat de notre bureau, c'est le «convening power», c'est-à-dire la possibilité de pouvoir réunir autour d'une même table des représentants gouvernementaux afin de discuter sur les orientations des programmes de développement des pays. Pour cette présente session, nous allons mettre l'accent sur la manière de libéraliser le potentiel de la région en rapport avec celui du continent. Il y a une véritable dynamique économique africaine, qu'il faudra développer et des coopérations à renforcer. Notre rôle, c'est justement, d'amener ces pays à prendre des positions et des décisions sur ces sujets. L'Afrique du nord reste la moins intégrée économiquement du continent.

Comment faire en sorte que le processus en cours soit véritablement profitable à la croissance interne des pays de la région ?

C'est sur cela que nous travaillons à travers, par exemple, le développement du potentiel commercial de la région. Aujourd'hui, le commerce intra régional entre les pays d'Afrique du Nord ne représente que 3%, alors qu'il est aux alentours de 14% au niveau de la CEDEAO. Nous avons mené les études qui montrent qu'il peut être augmenté et que le potentiel de croissance peut être multiplié par plusieurs facteurs que nous allons discuter ensemble. Il s'agit par exemple de promouvoir la mobilité des capitaux pour renforcer les échanges commerciaux intra-régionaux. C'est également l'occasion pour la région de réfléchir sur sa position par rapport à Rio, vingt ans après. Notre objectif est de déterminer la région sur le créneau de l'économie verte et ce qu'elle représente en termes d'opportunités d'emploi et de points de croissance.

Faire de l'Afrique un pôle de croissance mondial est un ambitieux projet, même si le monde ne se porte pas mieux. Est-ce que l'Afrique a réellement les moyens de ses ambitions ?

L'Afrique est très riche. Riche de ses ressources naturelles et de ses ressources humaines. Toutefois, il y a des déficits criants. Le continent exporte des matières premières sans les transformer. Rien qu'à ce niveau, il y a beaucoup d'opportunités à saisir pour créer des emplois et parvenir à la croissance durable recherchée.

Il faudrait, bien évidemment, en être conscient, les saisir et les développer. Cela nécessite un capital humain mieux formé, il faut des positions des États plus convaincantes, davantage de transparence et de démocratie et lutter contre la corruption. Ce sont des défis qu'il faudra pouvoir relever pour atteindre les objectifs fixés.

Le Maroc a pu réaliser une croissance relativement moyenne et soutenue sur la dernière décennie et dans un contexte économique mondial assez compliqué. Néanmoins, les défis liés à l'emploi des jeunes ou à la lutte contre la pauvreté persistent encore. Comment parvenir à corriger cette situation ?

Les événements sociopolitiques qui ont marqué la région l'année dernière et qui ont affecté le Maroc de manière relativement modérée par rapport aux autres pays montrent que la population est consciente que quelque chose a été fait. Les gouvernements qui se sont succédé sont parvenus à garantir et à pérenniser une relative croissance. Maintenant, il faut que cette croissance se transforme en dividendes sociaux, c'est-à-dire que la population en bénéficie de manière plus tangible et plus équitable, notamment en matière de répartition de richesse. Il faudrait, par conséquent, accentuer les efforts dans les domaines de l'éducation, de la santé, de la protection et du développement social. À ce niveau, un intérêt particulier doit être mis sur la problématique de la jeunesse, notamment de sa formation à travers des programmes bien ciblés, de manière à ne pas former des chômeurs potentiels; mais de jeunes diplômés aptes à intégrer le marché du travail qui est demandeur, puisqu'il existe des déficits importants dans certains secteurs.

Vous connaissez très bien le Maroc, qui est dans votre zone d'intervention et qui entend se positionner en leader régional. Quelle évaluation faites-vous de l'expérience marocaine ?

Nous travaillons sur plusieurs pays, tant au niveau de la région que du continent dans son ensemble et je peux vous assurer que nous considérons le Maroc comme un cas de bonne pratique dans le cadre de la coopération intra-régionale, notamment avec les pays d'Afrique subsaharienne. Le Maroc a fait beaucoup d'effort en ce sens et ce qui est plus intéressant, c'est que ces efforts se font de manière concertée entre le gouvernement qui prend les grandes orientations politiques et stratégiques et le secteur privé, avec le soutien du monde académique et celui de production dans divers domaines, qui servent de relais et qui permettent de concrétiser cette vision. C'est pour cela que le Maroc constitue, pour nous, un cas intéressant à étudier et peut véritablement servir d'exemple dans ce processus.

Mise à jour le Mardi, 13 Mars 2012 15:12

Libérez le potentiel Africain et vite !

Par Aboubacar Yacouba BARMA

Mercredi, 07 Mars 2012

Coincidence des événements ou hasard du calendrier, le Maroc est en train de se positionner comme le pays, par excellence, de l'intégration régionale et continentale. Rabat, accueille, en effet, depuis hier et pour trois jours, la 27^e édition du Comité intergouvernemental d'experts (CIE), un organe délibérant du bureau pour l'Afrique du Nord, de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA). La rencontre qui réunit plusieurs experts représentant les gouvernants des 7 pays que couvre le bureau (Maroc, Égypte, Algérie, Lybie,



Mauritanie, Tunisie et Soudan), tombe inopportunistement pour les officiels marocains, au premier rang desquels le gouvernement, puisqu'elle s'inscrit dans la droite ligne des ambitions du royaume pour le continent. Il s'agit, en tous cas de la troisième rencontre de l'année, qu'abrite le royaume après le Forum de Rabat sur l'intégration africaine, en février dernier et le Sommet de relance de l'UMA, durant le même mois. Un regain d'intérêt qui illustre la nouvelle dynamique en faveur de l'intégration économique, régionale d'abord et continentale ensuite, née dans le sillage de la reconfiguration géopolitique, qui s'opère au niveau mondial, notamment dans ses aspects économiques avec la crise des pays européens, et politiques avec les effets du printemps arabe. Une conjugaison de facteurs qui imposent des stratégies communes, seule alternative propre à servir de véritable relais de croissance dans le contexte international actuel, selon Nizar Baraka, ministre de l'Économie et des finances, qui a tenu à assister à l'ouverture des travaux pour témoigner de l'intérêt grandissant du Maroc à cette question. Aujourd'hui, c'est un truisme que de ressasser les qualificatifs, confirmés par des études pertinentes et des résultats concrets, de l'immensité du potentiel africain en matière de croissance économique. Une croissance portée par des ressources naturelles importantes que recèle le continent, et une démographie assez importante dans un monde marqué par «une dynamique de consommation». «Notre continent a connu sur la dernière décennie une croissance soutenue qui a permis à nos pays de la région d'afficher une certaine résilience, face à la récession économique mondiale, mais cela ne doit pas occulter certaines disparités en fonction des sous-régions», a indiqué Baraka, prenant en compte la part du PIB africain dans la moyenne mondiale, ou celle moins significative de sa contribution dans le commerce mondial, en dépit d'une part importante de la population. «Ce constat atteste clairement que le potentiel est là et qu'il faudrait juste savoir en tirer profit, en mettant les moyens qu'il faut pour développer tous les relais de croissance», conclut le ministre, tout en ajoutant qu'en «conjuguant nos efforts dans cette étape transitoire, nous nous ouvrons les voies vers un avenir radieux et prospère», en référence à la situation politique que connaissent les pays de la région.

Chantier ambitieux

La rencontre de Rabat servira, justement, d'occasion à cet ambitieux chantier qui consiste à libéraliser le potentiel africain et à l'adapter au service des perspectives de développement qui se profilent. Un processus dans lequel, l'intégration apparaît plus qu'une alternative mais une nécessité. «Aucun pays ne peut de manière isolée, répondre aux conditions optimales de l'entrée dans une économie compétitive», a rappelé Allalat Abdelhak, directeur de la prospective et de la prévision au HCP et président sortant du CIE, juste avant de passer le témoin à son homologue tunisien. Au sortir de leur réunion, donc, les participants auxquels se sont joints pour l'occasion, les représentants d'organismes internationaux (PNUD, UMA, CENSAD...), de la société civile, d'universitaires et du monde des affaires, feront converger leurs positions sur les axes prioritaires du chantier de l'intégration économique, ce qui balisera le terrain aux décisions politiques, qui constituent un puissant accélérateur du processus. Un chantier dans lequel le Maroc semble bien avancé au vu des efforts déjà consentis dans son rapprochement avec plusieurs pays de la sous-région ainsi que de l'Afrique subsaharienne. C'est la raison, d'ailleurs, pour laquelle le royaume rêve de jouer un rôle important dans ce processus, en profitant de son avantage géographique, et de son expertise qui peut servir de modèle au continent, comme l'a rappelé la directrice du bureau régional de la Commission des Nations unies pour l'Afrique, Karima Bounemra Ben Soltane. L'enjeu est de taille pour le royaume qui est à la recherche de nouvelles opportunités. Baraka n'a, en tout cas pas fait mystère sur ce plan en révélant à l'assistance que le Maroc entend se positionner comme une «terre d'opportunités pour le développement de l'Afrique».

Nizar Baraka,
Ministre de l'Économie et des finances.

Les Échos quotidien : Quels sont les enjeux pour le Maroc pour l'accueil de cette rencontre, qui s'inscrit dans le cadre de la dynamique d'intégration régionale et africaine ?



Nizar Baraka : Aujourd'hui, il faut se rendre à l'évidence que l'Afrique connaît un rythme croissance économique soutenue de 5% en moyenne annuelle, ce qui montre qu'il y a un véritable potentiel de croissance à développer. À ce titre, le Maroc a toujours considéré qu'il était essentiel de renforcer cette profondeur africaine, d'abord en développant l'intégration régionale, dans un premier temps et ensuite celle économique au niveau du continent. Le Maroc a une dynamique en la matière, tant sur le plan des investissements directs marocains en Afrique avec plusieurs initiatives dans des secteurs diversifiés comme les télécoms, les assurances ou les marchés bancaires et financiers. Dans le cadre de cette vision, notre objectif est d'accélérer aujourd'hui ce processus, afin d'être au rendez-vous avec l'histoire.

Au-delà des aspects politiques, l'enjeu pour le Maroc, c'est aussi de se trouver des relais de croissance. Dans quelle mesure ce processus s'inscrit-il dans la recherche d'une croissance durable sur laquelle s'attelle le gouvernement ?

Le Maroc a toujours considéré l'importance de développer la coopération Sud-Sud pour développer ce qu'on appelle la croissance endogène intégrée régionale. Il faut être honnête et reconnaître que rien qu'au Maghreb, la valeur des échanges ne dépasse pas 3%, ce qui montre qu'il y a un potentiel important à développer, à travers le commerce intra-régional. Dans un contexte marqué par les politiques de rigueur mises en œuvre dans les pays européens et la récession économique qui les frappe, nous serons amenés à subir une baisse de la demande extérieure, ce qui impose la nécessité de s'ouvrir à de nouveaux marchés, notamment au Maghreb et en Afrique.

Avec toutes ces initiatives lancées tant au niveau régional que continental, comment se positionne le Maroc, pour tirer pleinement profit du processus d'intégration ?

Au niveau de l'intégration, nous sommes en train de développer un certain nombre d'accords de non double imposition avec certains pays et des accords commerciaux avec d'autres. Nous sommes également en train de multiplier les initiatives comme le renforcement des lignes maritimes, notamment avec la ligne de Tanger Med, qui permettra d'améliorer la logistique et par ce biais d'ouvrir de véritables opportunités de développement.

<http://www.lesechos.ma/component/content/article/3-evenements/19630-liberez-le-potentiel-africain-et-vite-.html>

Comment relancer la croissance en Afrique

07-03-2012

- **L'intégration régionale, une réponse à la baisse de la demande internationale**
- **Persistance des effets de la conjoncture morose**
- **Les Etats africains ne tirent pas profit du potentiel de développement**

Quel rôle doit jouer l'Afrique du Nord pour libérer le potentiel du continent en tant que pôle de croissance? C'est la question à laquelle tentent de répondre les représentants des Etats membres du Comité intergouvernemental d'experts de la Commission économique pour l'Afrique (CEA) de l'ONU. La 27e réunion de ce comité, qui se tient à Rabat du 6 au 9 mars, ambitionne de trouver des pistes pour relancer la croissance des pays du continent. «Un effort qui s'inscrit dans un contexte régional particulier, caractérisé par des mutations politiques majeures, la persistance des effets des crises financière, alimentaire et énergétique mondiales, ainsi qu'une forte contraction de la croissance en Europe», a rappelé Karima Bounemra, directrice du bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord. Cette conjoncture morose s'est traduite par un affaiblissement de la demande internationale dans les pays de la région, et une réduction de 50% des investissements directs étrangers. «La crise internationale va continuer à avoir des effets négatifs à court et moyen termes sur des secteurs stratégiques comme le tourisme, ainsi que sur le niveau des exportations et des IDE», a estimé Bounemra. «C'est pour cela qu'il est important d'adopter une stratégie concertée pour libérer le potentiel de croissance du continent», a-t-elle avancé. Pour l'instant, «les pays africains ne tirent pas profit de ce potentiel, et il existe encore des disparités flagrantes sur le continent», a noté Nizar Baraka, ministre de l'Economie et des Finances. Pour lui, les Etats africains doivent relever une série de défis qui plombent les efforts de développement. En effet, «les taux de croissance restent insuffisants pour atteindre les objectifs du millénaire à l'horizon 2015. A cela s'ajoutent la fragilité et l'instabilité qui caractérisent ces pays, ainsi que la vulnérabilité de leurs économies à cause de la volatilité des prix des matières premières sur le marché international», a expliqué Baraka. Aujourd'hui, force est de constater que «les activités économiques en Afrique sont faiblement diversifiées. Ce qui se traduit par une capacité limitée à faire face à la compétitivité internationale», a souligné Abdelhak Allalat, président sortant du comité. Parallèlement, la pression accentuée qu'implique le développement d'activités comme l'agriculture et le tourisme, secteurs moteurs en Afrique, met en danger les ressources naturelles léguées aux générations futures. D'où «l'importance de se greffer sur le modèle international, notamment en matière de passage à une économie compétitive propre, en prenant en considération les spécificités de la région», a expliqué Allalat. Pour lui, «cela passe notamment par le renforcement de l'intégration régionale. Car aucun pays de l'Afrique du Nord ne pourra réussir seul cette nouvelle orientation».

Les opportunités de l'UMA

La relance de l'UMA constitue un premier pas pour répondre aux exigences de la nouvelle approche de développement, basée sur l'intégration régionale. En effet, «la réunion des ministres des Affaires étrangères de cette organisation, tenue récemment à Rabat, a permis de donner une nouvelle impulsion à l'intégration économique de la région», a fait savoir Habib Benyahya, secrétaire général de l'UMA. Pour sa part, Nizar Baraka considère que la redynamisation de cette organisation «peut constituer une alternative à la baisse de la demande extérieure, notamment en favorisant la croissance endogène».

M. A. M.

IMPACT DU PRINTEMPS ARABE SUR LES ÉCONOMIES LA FACTURE DE LA DÉMOCRATIE

08/03/2012

- **LES FINANCES PUBLIQUES DES ETATS DUREMENT TOUCHÉES**
- **NET REcul DES IDE**
- **LES INCERTITUDES DES TRANSITIONS POLITIQUES PÈSENT SUR LA BALANCE
DES SERVICES**

Le vent du «printemps arabe» qui a soufflé sur l'Afrique du Nord en 2011 a certes forcé la transition politique dans les pays de la région. Mais la démocratie a un coût, qui s'est avéré élevé pour certains Etats, du moins sur le court terme. En effet, «les répercussions économiques ont été très significatives, avec notamment un impact fort sur les dépenses publiques», comme le précise un rapport récent de la Commission économique (CEA) sur les conditions économiques et sociales en Afrique du Nord. L'envolée des prix des produits alimentaires en début 2011, conjuguée aux événements du printemps arabe, a amené les gouvernements nord-africains à augmenter les subventions aux prix des denrées de base.

u Maroc, par exemple, la charge de la Caisse de compensation a connu une hausse considérable par rapport aux prévisions du budget 2011. «Le coût pour les finances publiques de ce type de soutien sera d'autant plus élevé que les cours des produits alimentaires devront se maintenir à un niveau élevé», prévoient les rédacteurs du rapport. La première conséquence des révoltes populaires était de plomber la reprise amorcée en 2010, après les effets de la crise mondiale de 2008-2009. Le FMI a dû revoir deux fois ses projections pour la région après le déclenchement de ces événements.

La première révision, en avril 2011, a montré que «l'Egypte, la Tunisie et le Soudan ont été frappés de façon importante par les chocs internes et externes. L'Algérie et le Maroc, quant à eux, ont été légèrement touchés, au moment où la Mauritanie a vu ses prévisions revues à la hausse». La mise à jour en septembre 2011 a corrigé à la baisse les projections pour le Soudan, la Tunisie, l'Egypte et dans une moindre mesure, l'Algérie. Elle a été plutôt positive pour le Maroc et la Mauritanie. Il en ressort que «le rendement du Maroc et de la Mauritanie a participé à la diminution des pertes accumulées totales dans la région», notent les experts de la CEA. Contrairement aux

autres pays de la région, qui ont perdu entre 1 et 6 points de croissance par rapport aux projections du FMI en avril 2011, ils ont bonifié leur résultat, respectivement de 0,3% et 0,59% pour atteindre des taux de croissance de 4,6% et 5,7%.

Globalement, le taux de croissance prévu pour l'Afrique du Nord en 2011 a baissé à 0,61% contre 4,4% en 2010. Néanmoins, la plupart des pays de la région ont connu un grand déficit dans leurs comptes courants, notamment à cause de la baisse de la production et la diminution des exportations des biens et services. A cela s'ajoute une contraction importante des investissements directs étrangers, qui avaient déjà accusé un recul à cause de la crise mondiale. En effet, la Libye, l'Egypte et la Tunisie ont été les plus durement touchés par le recul des IDE, avec une perte respectivement de 5,10%, 1,73% et 1,50% dans la part du PIB.

Au Maroc, «les légers effets négatifs remarqués (-0,14%) donnent à penser qu'il est encore touché par les chocs extérieurs, liés à la crise mondiale», avancent les experts de la CEA. Au niveau des exportations, les pays de la région ont accusé une perte de 3,7% par rapport à 2010, soit 209 milliards d'euros contre 217 milliards une année auparavant.

Cette contre-performance s'explique principalement par une contraction de 68% des exportations de la Libye (hydrocarbures), et de 30% de la balance des services en Egypte. Par contre, la Tunisie, le Maroc et l'Algérie ont connu une hausse des exportations respectivement de 8%, 13% et 28,1%. Toutefois, les experts de la CEA mettent en garde contre «la dépendance vis-à-vis du marché européen qui n'offre pas, à court terme, une perspective de croissance forte».

Ainsi, si les prévisions pour 2012 s'inscrivent à la hausse pour l'ensemble de la région, en cas de retour à la normale des exportations libyennes d'hydrocarbures, la persistance de la crise européenne devrait se traduire par une baisse de la demande pour des pays comme le Maroc ou la Tunisie. De plus, «les incertitudes liées aux transitions politiques pourraient avoir un impact très négatif sur la balance des services, notamment sur les secteurs du tourisme et du transport aérien».

Mohamed Ali MRABI

Impact du printemps arabe et de la crise sur l'Afrique du Nord

	Perte/gain en milliards (USD)	Variation du taux de croissance
Algérie	-2,0	-0,28
Egypte	-10,0	-0,78
Libye	-	-
Mauritanie	0,0	+0,12
Maroc	+0,3	+0,07
Soudan	-4,1	-1,09
Tunisie	-2,3	-1,00
Afrique du Nord*	-16,22	-0,45

Source: Projections du FMI, * BSR-AN (estimations)

Les projections du FMI mises à jour en septembre 2011 montrent que le Maroc et la Mauritanie ont moins subi les effets du printemps arabe et de la crise mondiale que des pays comme l'Egypte ou la Tunisie

<http://www.leconomiste.com/article/892071-impact-du-printemps-arabe-sur-les-conomiesle-facture-de-la-d-mocratie>

IMPACT DU PRINTEMPS ARABE SUR LES ÉCONOMIES DES RÉFORMES POUR AMORCER LA RELANCE

08/03/2012

- **L'INTÉGRATION RÉGIONALE, PIERRE ANGULAIRE DE LA STRATÉGIE DE REPRISE**
- **DIVERSIFICATION DES EXPORTATIONS ET DES PARTENAIRES COMMERCIAUX**
- **LE PROLONGEMENT DES TRANSITIONS POLITIQUES ET DE LA CRISE EUROPÉENNE LAISSENT PLANER LE DOUTE**

LA relance des économies des Etats de l'Afrique du Nord semble prise en otage entre une crise européenne appelée à persister encore quelques années, et des incertitudes liées à la transition politique se traduisant par un recul des IDE et des flux touristiques. Les gouvernements nord-africains ont certes mis en place des mesures ayant permis, à court terme, d'atténuer le choc. Mais, «il est vital de procéder à des réformes structurelles favorables à une croissance durable inclusive», recommandent les experts de la Commission économique pour l'Afrique (CEA). Cela devra passer par une accélération du développement social à travers un renforcement de la productivité, mais aussi via un effort accru en termes d'investissements à fort potentiel d'employabilité. «Les évolutions sociopolitiques qu'a connues la région ont montré que, même si chaque pays avait ses spécificités, les problèmes restent similaires, notamment en matière de chômage, de diversification économique, de sécurité alimentaire...».

Approche régionale d'attraction

La lutte contre la récession du marché du travail figure à la tête des recommandations de la CEA pour assurer un redressement durable des économies nord-africaines. L'intégration régionale constitue la pierre angulaire de la stratégie de sortie de crise. Les experts de l'organisation onusienne appellent à «mettre en place une meilleure coordination des politiques économiques des pays de la région». Cette coordination devra également s'étendre au secteur privé, à travers «une approche régionale d'attraction des IDE», mais aussi via «une harmonisation des systèmes incitatifs publics

à l'investissement, afin de ne pas créer des distorsions et des compétitions contre-productives dans la région».

Au niveau des échanges extérieurs, les Etats de la région sont caractérisés par une prédominance des hydrocarbures et des produits de base à faible valeur ajoutée. Ce manque de diversité des produits exportés, couplée à une dépendance au partenaire européen, limitent les capacités de relance des Etats de la région. Surtout que le commerce intra-régional ou intra-continental reste très marginal. Aujourd'hui, les perspectives à court et moyen termes sont déterminées par une série de facteurs. Au niveau conjoncturel, l'aboutissement des transitions politiques pourrait donner une plus grande visibilité pour la relance économique dans ces pays, notamment grâce à un regain de confiance des investisseurs et des opérateurs touristiques. Idem pour la reprise qui reste dépendante du taux de croissance de la zone euro et ses répercussions sur la demande internationale. Mais il ne faut pas perdre de vue l'importance de procéder à des actions d'ordre structurel. Le Maroc semble déjà sur la bonne voie, eu égard aux recommandations de la CEA dans ce cadre. Au niveau de «la réduction de la dépendance aux importations de produits alimentaires par une amélioration de la productivité agricole», le Plan Maroc vert, outre sa vocation exportatrice, s'inscrit dans cette logique de réponse au défi de la sécurité alimentaire. Pareil pour «la réduction de la facture énergétique par le développement d'énergies alternatives». Certes, la dépendance du Maroc aux hydrocarbures est encore importante, mais les stratégies liées aux énergies solaire et éolienne devront, à terme, répondre à cet objectif. Les experts de la CEA appellent aussi à la diversification des économies. Les différents plans lancés par le Maroc, notamment Emergence, s'inscrivent dans cette logique, en misant sur des secteurs à haute valeur ajoutée. L'effort de relance devra être également déployé à travers «l'optimisation des potentialités qu'offre l'intégration régionale, par la dynamisation des zones de libre-échange existantes ou en projet». Aujourd'hui, il est vrai, des structures comme l'UMA, ou l'accord Quadra réunissant le Maroc, l'Egypte, la Tunisie et la Jordanie, n'ont pas pu passer à la vitesse de croisière. Pour booster la relance, cet effort devra «s'étendre au domaine financier, notamment pour les pays de l'UMA». Surtout que «les perspectives de 2012 annoncent une année plutôt calme pour toute la région dans le domaine monétaire et financier, malgré la persistance des pressions sur la zone euro», estiment les experts de la CEA.

Soutenabilité

LES révoltes des populations dans les Etats de l'Afrique du Nord traduisent un malaise social résultant d'un modèle de développement qui a prouvé ses limites. Après le déclenchement des mouvements de contestations, certains Etats ont certes adopté des mesures pour répondre aux revendications, en grande partie d'ordre social. Aujourd'hui, la soutenabilité de ces mesures se pose avec acuité, vu leur impact considérable sur les budgets de ces Etats. C'est pour cela qu'il est important de procéder à «une amélioration des politiques sociales, notamment via un ciblage des bénéficiaires». Au Maroc, le fonds de solidarité annoncé dans le projet de loi de Finances 2012 s'inscrit dans cette logique.

Les experts de la CEA recommandent également aux pays qui «disposent encore d'une marge de manœuvre, de soutenir leurs propres économies, mais aussi celle de la région». Certes, cela devrait favoriser des dynamiques tendant vers «une convergence progressive des politiques macroéconomiques». Mais cela reste largement tributaire d'une volonté politique de ces Etats, principalement les producteurs d'hydrocarbures.

M. A. M.

-

<http://www.leconomiste.com/article/892072-impact-du-printemps-arabe-sur-les-conomiesdes-r-formes-pour-amorcer-la-relance>

L'intégration régionale gage de la réussite dans le monde

Le ministre de l'économie et des finances et le Secrétaire général de l'UMA ont lancé un vibrant appel à l'accélération de l'intégration régionale qu'ils ont qualifiée de marche-pied en direction d'une meilleure insertion des économies de la zone dans le nouvel ordre économique mondial caractérisé par une nouvelle division du travail à l'échelle planétaire.

Le ministre de l'économie et des finances et le Secrétaire général de l'UMA ont lancé un vibrant appel à l'accélération de l'intégration régionale qu'ils ont qualifiée de marche-pied en direction d'une meilleure insertion des économies de la zone dans le nouvel ordre économique mondial caractérisé par une nouvelle division du travail à l'échelle planétaire.

Nizar Baraka et Lahbib Yahia ont invité les délégués des sept pays participants à la 27ème session du Comité intergouvernemental des experts d'Afrique du Nord (CIE), dont les travaux se sont ouverts mardi à Rabat à l'initiative du bureau local de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), à faire de ce choix l'un des éléments de base de leurs travaux.

Entamée en présence de représentants de la Mauritanie, du Maroc, de l'Algérie, de la Tunisie de la Libye, de l'Egypte et du Soudan, la réunion a pour but de déterminer la manière d'optimiser le «rôle que peut jouer l'Afrique du Nord pour contribuer à libérer son potentiel en tant que pôle de croissance dans le monde». Il est en effet apparu aux experts que bien que pourvu en richesses naturelles importantes et diversifiées, le continent ne profite pas de l'effet de retour de sa contribution au produit mondial de la manière qui lui permette de réaliser rapidement son développement endogène. Ils ont mis l'accent sur le fait que l'échéancier, assigné aux Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), se termine en 2015. Ils ont également mis en exergue le fait que bien que s'étant située à un niveau moyen de 5% en 2015, la croissance africaine n'a pas eu l'effet escompté sur le développement social et que, par exemple, le seuil du chômage est resté élevé. Les délégués des sept pays ont par ailleurs appelé à améliorer l'attractivité exercée par les économies du continent sur les investissements extérieurs directs (IDE) dont l'évolution récente a montré une baisse sensible.

Cependant, ont-ils estimé, rien de saillant ne sera fait dans cette optique de redressement si les pays africains n'adoptent pas des actions de développement et d'échanges concertées. Pour ces experts, l'intégration à l'économie mondiale passe par l'intégration régionale. C'est en particulier le point de vue du Secrétaire général de l'UMA qui a salué la reprise du dialogue sur la construction maghrébine et qui s'est félicité de ce que la réunion des ministres des affaires étrangères de la région, tenue en février à Rabat, ait adopté le principe de nouvelles institutions communes. A cet égard il a annoncé une prochaine réunion sur la création d'une zone de libre-échange maghrébine et s'est félicité du projet de banque d'investissement et de commerce commune. Nizar Baraka a ajouté que l'intégration des économies maghrébines est de nature à favoriser le développement endogène de la région et à pallier le passage à vide du partenaire européen pour maintenir les échanges commerciaux de ces pays à flots. Pour le bureau de la CEA pour l'Afrique du Nord, le thème de l'Afrique comme pôle de croissance tient sa pertinence du fait qu'il s'inspire de celui retenu par la Conférence des ministres africains des finances autant que des capacités réelles du continent.

Le 07-03-2012 à 11:43

Par : Ahmed Salaheddine

DNCR à Rabat

<http://www.aujourd'hui.ma/actualite-details87110.html>

تحرير إمكانيات إفريقيا كقطب للنمو بالعالم .. دور شمال إفريقيا " شعار " الدورة 27 للجنة الحكومية للخبراء من 6 إلى 9 مارس القادم بالرباط

الأربعاء 22 فبراير 2012

تنعقد بمدينة الرباط، من سادس إلى تاسع مارس القادم، أشغال الدورة 27 للجنة الحكومية للخبراء، التي ينظمها مكتب شمال إفريقيا، التابع للجنة الاقتصادية للأمم المتحدة لإفريقيا، تحت شعار "تحرير إمكانيات إفريقيا كقطب للنمو بالعالم .. دور شمال إفريقيا"، وذلك بتطابق مع موضوع المؤتمر القادم لوزراء الاقتصاد في البلدان الإفريقية المزمع عقده متم شهر مارس القادم.

وكالة المغرب العربي للأنباء

بركة: تنمية قارتنا يندرج ضمن الاندماج الإقليمي والتعاون جنوب - جنوب

8 مارس 2012



أكد وزير الاقتصاد والمالية السيد نزار بركة على ضرورة أن تندرج "الرؤية الاستراتيجية لتنمية قارتنا ضمن دينامية للاندماج الإقليمي والتعاون جنوب-جنوب"، مسجلا أن المملكة تضع مسألة تعزيز علاقات التعاون الاقتصادي مع إفريقيا في صلب أولوياتها.

وقال السيد بركة، اليوم الثلاثاء بالرباط خلال افتتاح الدورة 27 للجنة الخبراء الحكومية الدولية بشمال إفريقيا والتي ستواصل أشغالها إلى غاية تاسع مارس الجاري حول "تحرير إمكانيات القارة الإفريقية كي تصبح قطبا للنمو في العالم .. دور شمال إفريقيا"، "إننا مدعوون، أكثر من أي وقت مضى، لتحرير إمكانيات اندماج التجارة البين-إقليمية، بغرض النهوض بتنمية شاملة في منطقتنا بشمال إفريقيا، وبمجموع القارة ككل".

وأشار الوزير إلى أنه بمقدور بلدان شمال إفريقيا أن تضع خبراتها في خدمة البلدان الإفريقية الأخرى كجزء من دينامية جديدة بين بلدان الجنوب-جنوب، والتي أصبحت ضرورية أكثر في ظل السياق الحالي، مسجلا أن جغرافية جديدة للتنمية آخذة في التشكل عبر العالم، وأن الوقت قد حان بالنسبة لإفريقيا لاغتنام الفرص التي تتيحها التنمية الاقتصادية لاستدراك التأخير المتراكم وللتموقع كقطب للنمو في العالم. وعلى صعيد آخر، أكد السيد بركة على أهمية موضوع هذا اللقاء، بالنظر لما تستحقه إمكانيات التنمية في هذه القارة من فرص لتسليط مزيد من الضوء عليها، وأيضا لراهنية النقاش حول سبل تمكين إفريقيا من موقع جديد لها على خارطة التنمية والاقتصاد الدولي.

كما لاحظ المسؤول المغربي أن الإصلاحات السياسية والاجتماعية، التي اعتمدت مؤخرا في عدة بلدان إفريقية بغرض تعزيز التوازنات الماكرو-اقتصادية، تمنح فرصة تاريخية للمضي قدما من أجل جعل إفريقيا قطبا حقيقيا للتنمية في العالم.

واعتبر المسؤول المغربي، في هذا السياق، أن شمال إفريقيا تتوفر، من خلال موقعها الجيو- استراتيجي وإمكاناتها الاقتصادية والاجتماعية وكذا مستوى تطورها، على مؤهلات من شأنها أن تمكنها من الاضطلاع بدور رئيسي لتحقيق هذا الهدف، مشيرا إلى أن صيغة حكمة جديدة هي في طريقها للتشكل وترسيخ وجودها بهذه المنطقة، ومن شأنها أن تضع الاندماج الإقليمي في صلب اختياراتها الاستراتيجية لبناء التنمية.

وسجل السيد بركة أنه في الوقت الذي ما تزال فيه التنمية في الاقتصادات الكبرى تسير بخطوات متعثرة،

أبانت القارة الإفريقية على مدى العقد الماضي عن دينامية اقتصادية مطردة مكنتها من تحقيق معدل نمو تجاوز أكثر من 5 في المائة، كاشفة عن بعض من الصلابة في التكيف مع الأزمة الاقتصادية والمالية الدولية، دون أن تتمكن، مع ذلك، من تحقيق استفادة كاملة من إمكاناتها التنموية.

وعلى صعيد آخر، رحب السيد نزار بركة بالتوجه الأخير الرامي إلى "إحياء اتحاد المغرب العربي، الذي يمثل مبادرة واعدة ستكون بمثابة نموذج لإطلاق التجمعات الإقليمية الأخرى، وذلك في إطار روح من التكامل"، مشيراً إلى أن المغرب عمل على الدوام من أجل بناء فضاء إقليمي متكامل، وهو دائم الاستعداد لدعم أي مبادرة على مستوى شمال إفريقيا تهدف إلى تعزيز ديناميات التكامل الإقليمي.

ومن جانبه، استعرض الأمين العام لاتحاد المغرب العربي السيد حبيب بن يحيى حصيلة الدورة 30 لمجلس وزراء خارجية بلدان اتحاد المغرب العربي، ذات الصلة بإرساء الاندماج المغربي على أرض الواقع، وتثمين دور المغرب العربي في مجال التنمية المستدامة على المستويين الإقليمي والدولي.

وقال إن الدورة الأخيرة للمجلس "أعطت دفعة جديدة لتحقيق الاندماج الاقتصادي المغربي، لاسيما من خلال دعوته إلى دعم المقاولات الصغرى والمتوسطة، وإعطاء الأولوية لهذه القطاعات الواعدة مثل الطاقات المتجددة والتعاون المصرفي، ودعوته إلى تحسين مناخ الاستثمار"، مضيفاً أن من شأن هذه الإجراءات أن تكون لها آثار إيجابية في الحد من البطالة التي تمثل مصدر قلق كبير بالنسبة لجميع بلدان شمال إفريقيا بدون استثناء.

وأضاف أن المجلس دعا أيضاً إلى تسريع اعتماد المشروع النهائي لمنطقة التبادل الحر المغاربية خلال اجتماع وزراء التجارة والزراعة، المتوقع انعقاده قريباً بطرابلس، وكذا إكمال الإجراءات اللازمة لإنشاء البنك المغربي للاستثمار باعتباره مؤسسة سيعهد لها بمهام تمويل المشاريع التي ستسهم في تحقيق التكامل بين البلدان المغاربية.

وذكر بأن المجلس كان قد أعرب عن ارتياحه لانعقاد الدورة الثالثة للاتحاد المغربي لرجال الأعمال في مراكش ما بين 17 و19 أكتوبر المقبل.

كما أبرز السيد الحبيب بن يحيى مساهمة الشباب في التنمية، مشيراً إلى أن الأمانة العامة بصدد التحضير للمؤتمر المغربي المقبل للشباب الذي ستحتضنه الرباط ما بين ثاني ورابع أبريل المقبل.

وبعد استعراضه للتحديات الرئيسية التي تواجه المنطقة المغاربية، بما في ذلك نقص الموارد المائية (64 في المائة)، والتصحر، وتدهور التنوع البيولوجي وتأثير التغيرات المناخية، لاحظ السيد حبيب بن يحيى، في المقابل، وجود حصيلة جيدة في مجال مكافحة الفقر وحماية البيئة منذ قمة الأرض الأولى سنة 1992. وخلص إلى أن هذه التحديات تتطلب الكثير من التنسيق لتحقيق التنمية المستدامة، معبراً عن الأمل في أن تتخطى المنظمات الإقليمية والدولية والمؤسسات والمنظمات المغاربية في مشاريع مشتركة من شأنها أن تسرع اندماج المغرب العربي وتضمن الدور المتميز الذي ينبغي أن تضطلع به هذه المنطقة من العالم في التنمية العربية والإفريقية والأورو-متوسطية.

وستبحث الدورة 27 للجنة الخبراء الحكومية الدولية، التي ينظمها على مدى أربعة أيام مكتب شمال إفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لإفريقيا، التقارير التي أعدها المكتب حول عدد من المواضيع، منها على الخصوص، "تطور المؤشرات الماكرواقتصادية والاجتماعية ما بين 2010-2011" و"آفاق التكامل الإقليمي بشمال إفريقيا" و"تنفيذ برنامج متعدد السنوات للتعاون" و"واقع حال تنفيذ الأهداف الإنمائية للألفية" و"مستويات التقدم والتحديات التي تواجه شمال إفريقيا (ريو + 20)".

كما سينبري المشاركون، في هذا اللقاء الدولي، إلى مناقشة "دور شمال إفريقيا لتحرير إمكانات إفريقيا باعتبارها قطبا للنمو في العالم" و"تحديات التنمية المستدامة وانتظارات ريو +20" و"الاقتصاد الأخضر، أو التحدي من أجل النهوض بتنمية مستدامة واندماج اجتماعي".

ومن المنتظر أن تخلص أشغال الدورة 27 للجنة الخبراء الحكومية الدولية إلى تسطير سلسلة من التوصيات وصياغة تقرير رسمي سيتم عرضه للنقاش والبحث من أجل اعتماده من قبل مؤتمر وزراء التخطيط والمالية والتنمية الاقتصادية للجنة الاقتصادية لإفريقيا.

وكالة المغرب العربي للأنباء

<http://maghrebpress.net/news1856.html>

صحراء ميديا - موريتانيا

اللجنة الاقتصادية الأممية لشمال إفريقيا تبحث تفعيل دورها بالرباط

الأحد، 04 مارس 2012 15:11

من المتوقع أن تتضمن أشغال الدورة الـ 27 للجنة الحكومية المشتركة للخبراء للجنة الاقتصادية الأممية لشمال إفريقيا، التي تنطلق يوم الثلاثاء المقبل، بالرباط بحث "كيفية تفعيل دور شمال إفريقيا للمساهمة في تحرير قدرات إفريقيا كقطب نمو في العالم حسب ما علم أمس السبت لدى المنظمين.

وأفاد بيان للجنة الاقتصادية الأممية لشمال إفريقيا أن هذا الاجتماع سيسمح للخبراء بحصر "كل جوانب" الإشكاليات المطروحة و"تقدير مدة حداثتها و آثارها الحقيقية على تنمية بلدان المنطقة".

كما ستكون هذه الدورة فرصة سانحة أمام الخبراء "للتشاور حول الحلول العملية التي يتعين اتخاذها في تصور مندمج ذي طابع إقليمي كفيل بضمان نجاعة هذه الحلول على المدى الطويل".

وسيتم بحث توصيات هذه الدورة وعرضها خلال الاجتماع السنوي المشترك الخامس لندوة وزراء الاقتصاد والمالية للاتحاد الإفريقي، و ندوة وزراء المالية و التخطيط والتنمية الاقتصادية للجنة الاقتصادية الأممية لشمال إفريقيا.

وتعد اللجنة الحكومية المشتركة للخبراء الجهاز التشاوري لمكتب اللجنة الاقتصادية الأممية لشمال إفريقيا، وتضم الممثلين الرسميين لحكومات الدول الأعضاء السبع وهي: موريتانيا، المغرب، الجزائر، مصر، ليبيا، تونس، و السودان

<http://www.sahamedias.net/smedia/index.php/2008-12-22-00-06-17/14231-2012-03-04-15-13-32.html>

الاقتصادي – موقع موريتاني متخصص

<http://www.ecorim.net/index.php/news/736-2012-03-05-00-44-07>

"تحرير طاقات إفريقيا كقطب للنمو بالعالم : دور شمال إفريقيا" موضوع لقاء بالرباط مارس المقبل

صحراء تايمز : تنظم بالعاصمة المغربية الرباط الدورة السابعة والعشرين للجنة الخبراء الحكومية لشمال إفريقيا، خلال الفترة الممتدة ما بين 6 و 9 مارس المقبل، تحت موضوع "تحرير طاقات إفريقيا كقطب للنمو بالعالم : دور شمال إفريقيا".



صورة من الرباط

ويشارك في هذا الاجتماع ممثلو الوزارات والمؤسسات الوطنية المكلفة بالتخطيط والتنمية السوسيو-اقتصادية والاندماج الإقليمي والتنمية الاجتماعية والفلاحة والبيئة ، و ممثلو الأمانة العامة لكل من اتحاد المغرب العربي وتجمع الساحل والصحراء، والقطاع الخاص والمجتمع المدني ومراكز الأبحاث ، علاوة على الجامعات ووكالات الأمم المتحدة .

وستتدارس لجنة الخبراء الحكومية لشمال إفريقيا ، على مدى أربعة أيام، وفق بلاغ لمكتب شمال إفريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لإفريقيا، التقارير التي أعدها مكتب شمال إفريقيا التابع للجنة الاقتصادية لإفريقيا حول عدة مواضيع تهم بالخصوص ، " تطور المؤشرات الماكرو-اقتصادية والاجتماعية برسم سنة 2010-2011 " و" الآفاق بالنسبة للاندماج الإقليمي بشمال إفريقيا " و "تنفيذ برنامج التعاون المتعدد السنوات بين اللجنة الاقتصادية لإفريقيا واتحاد المغرب العربي" و " الإقتصاد الأخضر ، تحدي للنهوض بنمو مستدام واندماج اجتماعي ."

ويتيح اللقاء للخبراء، بحسب البلاغ، فرصة لتعميق النقاش حول الإشكاليات المطروحة وتقديم الأجوبة من خلال توصيات واقعية وقابلة للتطبيق، بشكل فرصة للتشاور حول الحلول الممكنة تطبيقها وذلك فوق مقارنة إقليمية مندمجة كفيلة بضمان وجهة هذه الحلول.

الخميس 1 مارس 2012

افريقيا قطب دولي للتنمية : سباعية شمال افريقيا... هل تكون رافعة لكامل القارة؟

الأحد 04 مارس 2012



تونس - الشروق

أي موقع لافريقيا القارة في هذا الحراك العالمي، وكيف يمكن لدول شمال افريقيا مجتمعة أن تسهم في «تحرير امكانيات القارة الافريقية» حتى تتحول الى قطب للنمو في العالم؟

هو سؤال بحجم موضوع سوف تدور حوله أشغال الدورة السابعة والعشرين للجنة الخبراء الحكومية الدولية، التي سيعقدها مكتب شمال افريقيا التابع للجنة الأمم المتحدة الاقتصادية لافريقيا من 6 الى 9 مارس الجاري...

هذه اللجنة التي ستعقد أشغالها في الرباط، (العاصمة المغربية)، تمثل الهيئة التداولية بمكتب شمال افريقيا، وهي تضم ممثلي كلا من تونس والجزائر والمغرب وليبيا وموريتانيا ومصر والسودان...

هذه اللجنة التي تكونها بلدان لها زخم وشأن في المجال الاقليمي (الافريقي تحديدا) تعقد اجتماعاتها سنويا، وذلك قصد تحديد التوجهات الاستراتيجية لبرنامج عمل المكتب، وكذلك لرصد مدى التقدم الذي تم إحرازه على مستوى الملفات المتناولة.

وتشير مقررات ومباحثات هذه الاجتماعات الدورية، الى أن الخبراء داخل اللجنة، يتبادلون الآراء والمقترحات حول الوضع الاقتصادي والاجتماعي في كامل المنطقة التي تشكلها هذه البلدان من شمال افريقيا...

اجتماع الرباط الذي ستبدأ أشغاله يوم الثلاثاء المقبل، يلتئم في ظرفية غير مسبوقة، لما عرفته وتعرفه المنطقة من تحولات سياسية واجتماعية، اضافة الى أن التأثيرات الخارجية المرتبطة أساسا بالمضاعفات التي سببتها الأزمات العالمية، المتواصلة منذ سنة 2009، ألقت بتأثيراتها على المنطقة المعنية باجتماع مكتب شمال افريقيا التابع للأمم المتحدة...

الاجتماع، الذي تنادى له جمع من الخبراء وممثلي الدول السبع المذكورة آنفا، سوف يشهد تدارسا لمختلف جوانب اشكاليات الاستثمار الخارجي، والصادرات نحو السوق الاوروبية، اضافة

الى قضايا التشغيل والسياحة، هي قضايا واشكاليات تتطلب تنسيقا وتشاورا وتبادلا للآراء بين كوكبة الدول المعنية باجتماع الرباط.

السيدة كريمة بونمرّة بن سلطان، مديرة مكتب شمال افريقيا تقول إن «اختيار هذا الموضوع لهذه الدورة السنوية، وهذا العنوان، يتناسق مع الموضوع العام الذي وقع اختياره لمؤتمر وزراء المالية والتخطيط والتنمية الاقتصادية الأفارقة الذي سيعقد من 22 الى 27 مارس 2012 في العاصمة الاثيوبية.»

وأضافت السيدة بونمرّة بن سلطان، أن هذا الاختيار يستند الى قناعة باتت متأكّدة مفادها ان لافريقيا اليوم «من الامكانيات ما يسمح لها بأن تصبح احدى المناطق ذات النمو الاقتصادي الجيد» في العالم، إذ أن افريقيا توفقت في تجاوز انعكاسات وتداعيات الأزمة الاقتصادية المالية العالمية لسنتي 2008 و2009. من جهة أخرى تحظى افريقيا القارّة بموارد بشريّة وطبيعية، قادرة على جلب الاستثمارات، إن على المستوى الاقليمي او الدولي.

اجتماع الرباط، وحسب المراقبين سوف يعمّق الحوار والمناقشات بخصوص دور مرتقب لشمال افريقيا، يعتونه بالهام، من ذلك «انخراط القارة الافريقية لكي تصبح قطبا جديدا للنمو في العالم.»

كما علمت «الشروق» ان الملفات المبوّبة والتي سيناقشها أشغال اللجنة، وقد أعدّها المكتب الاقليمي، ستكون كالتالي:
أولا: تطور المؤشرات الاقتصادية والاجتماعية للفترة بين 2010 و2011 وآفاق التكامل الاقليمي لشمال افريقيا.
ثانيا: تنفيذ برنامج التعاون متعدّد السنوات مع اتحاد المغرب العربي.

ثالثا: التقدّم المحرز لتحقيق الأهداف الانمائية للألفية اضافة الى «أجندات» أخرى ذات بعد اقليمي ودولي بما في ذلك المبادرات الخاصة في شمال افريقيا.
رابعا: التقدم الذي أحرز والتحديات المرتبطة بأجندة «ريو» زائد عشرين، في سائر المنطقة.

كما علمنا أن نتائج وتوصيات لجنة الخبراء الحكومية الدولية، سوف تدرج في تقرير رسمي، سيتم عرضه على مؤتمر وزراء المالية والتخطيط والتنمية الاقتصادية لافريقيا.

الأمانة العامة لاتحاد المغرب العربي، وتجمّع الساحل والصحراء وكذلك ممثلون عن القطاع الخاص ومنظمات المجتمع المدني والجامعات ومراكز البحوث ووكالات الأمم لمتحدة ذات الاختصاص، اضافة الى شركاء التنمية بشمال افريقيا، سوف تشارك في ذات الاجتماع الذي يحضره أساسا ممثلون عن الدول السبع، عن وزارات ومؤسسات وادارات مختصة أو معنية بالتخطيط والتنمية الاقتصادية والاجتماعية.
فاطمة بن عبد الله الكرّاي

<http://www.alchourouk.com/Ar/article.php?code=525784>

بيان اليوم (المغرب)

شمال إفريقيا قادرة على المساهمة في جعل القارة السوداء قطبا للنمو في العالم

فنان العفاني

8 مارس 2012

أكدت مديرة مكتب شمال إفريقيا بالرباط التابع «للأمم المتحدة الاقتصادية»، كريمة بونمره بن سلطان، أن بمقدور منطقة شمال إفريقيا أن تساهم في جعل القارة الإفريقية قطبا للنمو في العالم، ذلك أن ما تتوفر عليه من إمكانيات وموارد طبيعية وبشرية هائلة يسمح لها أن تصبح إحدى المناطق في العالم المؤهلة لتكون ذات نمو اقتصادي جيد، هذا فضلا عن قدرتها على جذب الاستثمارات الإقليمية والدولية.

وأبرزت الخبرة الدولية في افتتاح أشغال الدورة السابعة والعشرين للجنة الخبراء الحكومية الدولية، صباح أمس الثلاثاء، والتي تمتد أشغالها إلى يوم الجمعة القادم بالرباط، أن منطقة شمال إفريقيا، بفضل أدائها الاقتصادي، تمكنت من تجاوز تداعيات الأزمة العالمية لسنتي 2008 و 2009، متسائلة حول الدور الذي يمكن أن تلعبه للإسهام في تحرير إمكانات القارة الإفريقية كي تصبح قطبا للنمو في العالم، لكن لم تخف من جانب آخر تخوفها من توقع احتمال حدوث انعكاسات سلبية نتيجة استمرار الأزمة العالمية.

وقالت في هذا الصدد: «إن تنظيم هذا اللقاء يأتي في ظرفية تعرف تحديات كبرى غير مسبوقه تشهدها المنطقة والتي ترجع بالأساس إلى التحولات السياسية والاجتماعية الراهنة، واستمرار تداعيات الأزمات العالمية المالية والغذائية والطاقية، والانكماش الحاد للنمو في أوروبا والذي أفرزته الديون السيادية للعديد من دول الاتحاد الأوروبي، وسيكون لتضايف كل هذه العوامل تأثير سلبي على الأداء الاقتصادي والاجتماعي للبلدان في المنطقة، وخاصة الصادرات نحو السوق الأوروبية والاستثمار الأجنبي المباشر والسياحة والشغل.»

وأوضحت مديرة مكتب شمال إفريقيا التابع «للأمم المتحدة الاقتصادية»، أن اجتماع لجنة الخبراء الحكومية التي تعد هيئة تداولية وتضم الدول الأعضاء السبعة في المنطقة دون الإقليمية ممثلة في المغرب، الجزائر، تونس، ليبيا، موريتانيا، مصر والسودان، سيسعى لتدارس مختلف الإشكاليات التي ترتبط بالظروف الاجتماعية والاقتصادية في شمال إفريقيا لمعرفة مدى حدتها وتأثيرها على مسار التنمية في بلدان المنطقة.

وأشارت وثيقة وزعها مكتب شمال إفريقيا بالرباط التابع للأمم المتحدة الاقتصادية خلال هذا اللقاء، إلى أن اجتماع هذه اللجنة سيكون فرصة سانحة للتشاور والتفكير لتقديم مقترحات بشأن الوسائل الكفيلة لرفع كل التحديات التي تواجه المنطقة، بما فيها الانتقالات السياسية والمؤسسية الهادئة، والنمو المدر للمزيد من فرص العمل والحد من التفاوتات المجالية، والبحث عن أنجع السبل للتقليص من وقع التعرض للصدمات الخارجية والوصول إلى الاندماج الحقيقي للمنطقة؛ إذ من المنتظر أن يتم العمل من أجل إيجاد الحلول العملية اللازمة وذلك في إطار مقارنة تكاملية إقليمية، عبر صياغة التوصيات

السياسية التي تتوجه لأصحاب القرار قصد وضع برامج اقتصادية وطنية وتسريع وتيرة الاندماج الإقليمي.

ويشار إلى أن اجتماع لجنة الخبراء الحكومية الدولية سيتدارس عددا من التقارير تهم تطور المؤشرات الاقتصادية الكلية والاجتماعية المسجلة ما بين 2010 و 2011 وآفاق التكامل الإقليمي في شمال إفريقيا، وتقريراً حول تنفيذ برنامج العمل متعدد السنوات للتعاون بين الاتحاد المغربي واللجنة الاقتصادية لإفريقيا.

<http://www.bayanealyaoume.press.ma/index.php?view=article&tmpl=component&id=27382>

الشرق (تونس)

الأمم المتحدة في شمال افريقيا تبحث : افريقيا قطب دولي للتنمية.. لم لا ؟

2012-03-15

كل القضايا التي تهّم افريقيا كقطب دولي، كانت حاضرة في أشغال الندوة الاقليمية التي انعقدت بالرباط الأسبوع الفارط. اللجنة الاقتصادية لافريقيا – مكتب شمال افريقيا – كانت الحاضنة لهذا الاجتماع الذي شارك فيه الخبراء وممثلو الحكومات والمجتمع المدني.

سبع دول تكوّن شمال افريقيا، كانت حاضرة عبر خبراءها الذين تأبّطوا ملفات ساخنة حول التنمية والبيئة والمديونية والخيارات الاقتصادية في كل من تونس والجزائر والمغرب وموريتانيا ومصر والسودان...

خبراء في عديد الميادين، يحذر بعضهم من العطش، على اعتبار ندرة الماء في المنطقة، وآخرون يبسطون خيارات الاقتصاد الأخضر وكيف يمثل مردوده البيئي والصحي والاقتصادي أضعاف مردود الاقتصاد التقليدي... وبين هؤلاء وأولئك خبراء آخرون يبحثون في كيفية جعل شمال افريقيا رائدا ودافعا لكامل القارة الافريقية بوصفها قطبا دوليا، على غرار الأقطاب الاقتصادية والمالية الصاعدة، سواء في جنوب شرقي آسيا أو في أمريكا اللاتينية.

حول مائدة مستديرة تجالس قرابة الستين خبيرا من البلدان المعنية، وكذلك من الخبراء في المؤسسات الأممية والاقليمية والجهوية، فكانت الأمم المتحدة حاضرة بهيئاتها المختصة وكذا الاتحاد الافريقي والجامعة العربية واتحاد المغرب العربي.

الجميع يرنو الى هدف واحد: كيف يمكن بلورة دور تلعبه منطقة شمال افريقيا من أجل النهوض بكامل افريقيا؟

توغل الحاضرون والمتجالسون طوال أيام الأسبوع المنقضي في وضع السؤال تلو السؤال، وتقديم المبادرات من أجل تحقيق ذات الهدف المشار إليه، انطلاقا من الموارد المتنوعة التي تحوزها السباعية (دول شمال افريقيا) انطلق البحث في كيفية الانتقال من اقتصاد تقليدي يحمل في طياته البطالة الى اقتصاد حديث تبعث آلياته على المنافسة العالية.

من مناطق التبادل الحرّ، الى رفع الازدواج الضريبي، مروراً بفتح الحدود من موريتانيا الى السودان، بدت النقاشات ثرية وواقعية، وممكنا تحقيقها... ذلك أن تطبيق كل ما ورد في ورقات العمل والبحث من خبراء وكبار موظفي الحكومات، وكذلك ممثلي القطاع الخاص والمنظمات الأممية والإقليمية المختصة في التنمية والبيئة والصناعات، مرتّهن بالقرار السياسي، وهذا النوع من القرار أجمع المشاركون في هذا المؤتمر الذي يفتح جراح إفريقيا برمتها على أنه رهين الإرادة السياسية.

لم يغفل المشاركون في هذا المؤتمر على التنويه بالتحوّلات السياسية التي عرفتتها عديد بلدان المنطقة المعنية، ونقصد شمال إفريقيا، مشدّدين على أنها فرصة نادرة قد لا تتوفر دوماً، عندما نقرن الديمقراطية بالتنمية...

إفريقيا برمتها بحاجة الى تحرير طاقاتها الكامنة والمحوّلة وجهتها الى غير خدمة المجتمعات فيها، ونقصد كما قصد بذلك عديد المتدخلين في هذا الملتقى الدوري، الثروات التي تزرخ بها إفريقيا، والتي تمثل فرصة للاستثمار في إفريقيا ذاتها، لا خارج هذه القارة الغنية، لتبقى بلدانها تتخبط كما هو الحال الآن، في المديونية وفي شحّ الاستثمارات وكذلك في البطالة المتفاقمة في البلدان الإفريقية.

يقول أحد المتدخلين من المغرب، إن البطالة تتفاقم في المنطقة... وأصحاب الشهاد من الشبان هم المتضرّرون...

ليبيا وتونس، اللذان عرفا ثورتين، أدتا الى قلب نظام الحكم في البلدين، يملكان أكبر مؤشر للتنمية فيما الجزائر والمغرب، يغدو نفس هذا المؤشر في عداد المتوسط...

هنا يضيف خبير دولي تونسي بأن العوامل الخارجية مازالت ستؤثر بقوة في منطقة شمال إفريقيا... خبيرة أممية عن م

<http://www.alchourouk.com/print.php?code=526846>